

## **Serment de Paris pour l'égalité femmes-hommes : la France doit se donner les moyens de ses ambitions !**

**Paris, le mardi 7 mars 2017 – Le 8 mars, Journée internationale des droits des femmes, Jean-Marc Ayrault, Laurence Rossignol et François Hollande présenteront « Le serment de Paris », dans un contexte où des pays se replient sur des politiques conservatrices mettant en cause les engagements pour l'égalité de genre. Coordination SUD appelle le gouvernement français à confirmer ses intentions par des engagements financiers à la hauteur des enjeux.**

Ces derniers mois, les remises en cause des droits des femmes sont nombreuses. Dernier exemple en date : le *Global Gag Rule*, qui supprime les 600 millions de dollars annuels accordés par les Etats-Unis à des associations étrangères œuvrant pour la santé des femmes. Dans ce contexte inquiétant, la conférence *She Decides* du 2 mars dernier constitue une réponse politique éclatante. Elle a ainsi réuni à Bruxelles des ministres, associations et fondations de 40 pays différents et permis de collecter des engagements financiers à hauteur de 181 millions d'euros. Un effort financier auquel le gouvernement français n'a pas contribué directement.

La France fait certes preuve, depuis plusieurs années, d'un engagement politique certain sur la question des droits des femmes, se dotant de documents stratégiques pour la prise en compte du genre dans la politique de développement. Elle a démontré cet engagement dans les enceintes des Nations unies et dans les relations diplomatiques bilatérales. Demain, Jean-Marc Ayrault, Laurence Rossignol et François Hollande présenteront le « Serment de Paris » pour l'égalité femmes-hommes, qui confirme une mobilisation de haut niveau pour les droits des femmes.

« Cette ligne politique doit maintenant se traduire par des engagements plus concrets », nuance Philippe Jahshan, président de Coordination SUD. « Le contexte enjoint la France à passer à l'action. La mobilisation financière pour les droits des femmes est plus que jamais urgente », insiste encore Philippe Jahshan.

Pour Adeline Mazier, secrétaire générale et référente Genre au Conseil d'administration de Coordination SUD « Coordination SUD appelle régulièrement le gouvernement à intensifier ses efforts dans le domaine. La stratégie « Genre et développement » a permis des progrès indéniables, mais sans moyens spécifiques alloués les résultats ne sont pas à la hauteur des ambitions. La France doit cesser de tergiverser ».

« Les moyens manquent pour changer d'échelle. La France doit montrer la voie pour contribuer à faire de l'égalité femmes-hommes une réalité, avec une comptabilité transparente de l'aide publique au développement dédiée à l'égalité femmes-hommes, une part plus importante de l'aide marquée genre et un budget dédié pour réaliser les ambitions de la Stratégie Genre & Développement », complète Nicolas Rainaud, chargé de plaidoyer à Equilibres & Populations et chef de file de la commission Genre et développement de Coordination SUD.

\*\*\*\*\*

### **Contact presse**

Bénédicte Bimoko, [bimoko@coordinationsud.org](mailto:bimoko@coordinationsud.org) - Tél : 01 44 72 03 78 / 07 76 78 15 19

**Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement** est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui 165 ONG, adhérents directs ou au travers de six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives), qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.